

Hélène CHERONNET
Chercheure en sociologie
Ecole nationale de Protection judiciaire de la jeunesse
CLERSE Université de Lille
hcheronnet@nordnet.fr

Proposition RT 3 Axe 2 : Conformité, non-conformité et changement social des acteurs de la réaction sociale

Se distancier d'une représentation sociale et mise à l'épreuve de jeunes délinquants à l'échelon d'un territoire.

Nous souhaitons examiner la question de la participation d'acteurs au changement dans la perception et la compréhension de la déviance en mobilisant les apports d'une recherche qui s'achève « Carrières et parcours de jeunes en institution », recherche financée par la Direction de la protection judiciaire de la jeunesse.

Nous tenterons de montrer que, pour des acteurs de l'incrimination de jeunes délinquants, il s'agit de résister à la représentation sociale d'une justice pénale des mineurs laxiste alors que le taux de réponse pénale s'élève à 92,7% (chiffres de la justice pénale des mineurs, 2020). Une certaine concurrence, sur notre terrain, entre la politique de protection de l'enfance et les politiques publiques de sécurité, les logiques et les éthos professionnels viennent légitimer une mise à l'épreuve d'une fraction des jeunes des milieux populaires.

Des acteurs de la désignation tels que des juges des enfants, des assesseurs, un directeur territorial, cherchent à sauvegarder leur autonomie professionnelle et leur expertise, selon des logiques propres à chaque groupe professionnel. Alors que le parquet devient un acteur clé des politiques publiques de sécurité, avec les procédures alternatives, (Milburn, Mouhanna, 2010), ces acteurs, isolés, font face à une accélération des temporalités déjà expérimentée dans la convocation par officier de police judiciaire (Chéronnet, 2019). Ils sont aux prises avec une opinion publique favorable aux victimes et soucieuse du respect de l'ordre public et cherchent à se démarquer de pratiques ancrées dans le modèle historique de la réparation du jeune (Bailleau, 2011), même si cela reste encore un idéal professionnel.

Notre terrain s'inscrit dans un département caractérisé par une forte désindustrialisation avec des taux de chômage de plus de 15% pour deux des principales villes du territoire. Nous avons mis en perspective nos données relatives à une direction territoriale de la Protection judiciaire de la jeunesse et à une juridiction où nous avons mené des observations *in situ*, pendant une année, par intermittence (2016). Ainsi, nous avons observé 14 audiences de 3 cabinets avec 5 juges différents (convocation par officier de police judiciaire, tribunal pour enfants, délibération). Notre présence longue sur le terrain a permis de nombreux échanges informels complétés par 3 entretiens semi-directifs. 3 entretiens ont été également réalisés avec des juges des enfants d'autres tribunaux (pour négocier une entrée sur le terrain qui ne s'est pas faite). 1 entretien approfondi a été mené avec le directeur territorial et 9 entretiens avec des éducateurs du service de milieu ouvert du territoire.

Sur un terrain où la délinquance est peu professionnalisée, le changement s'incarne dans des modes de coopération qui s'installent entre une direction territoriale et des magistrats du parquet pour tenter de mettre en œuvre une politique pénale. On pourrait y voir une contribution aux politiques publiques de sécurité auxquelles la justice est sommée d'apporter son concours (Milburn, Mouhanna, 2010).

Bibliographie

Bailleau, F., 2011, Les enjeux de la direction programmée de l'ordonnance du 2 février 1945. Ouvrir la boîte de Pandore ?, *Droit et société*, 2011/3, n°79, 667-688.

Chéronnet, H, 2019, « L'audience de convocation par officier de police judiciaire dans la justice pénale des mineurs : entre injonction à l'autonomie et menace de l'éthos professionnel », *Champ Pénal/ Penal Field*, <https://journals.openedition.org/champpenal/10986>

Dumoulin, L., 2005, « Le recours aux experts un mode de rationalisation des pratiques judiciaires ?, *Politiques et management public*, vol 23, n°3, 145-159.

Delarre, S., 2012, Des discours aux chiffres : les effets d'une décennie de lois réformatrices en matière de justice des mineurs, *Champ Pénal / Penal Field*, Vol IX [en ligne] <http://journals.openedition.org/champpenal/8235>

Milburn P., Mouhanna C., 2010, « Présentation », *Droit et société*, le parquet et les politiques pénales, 2010/1, p 7-16.

Sallée, N., 2014, Les mineurs délinquants sous éducation contrainte. Responsabilisation, discipline et retour de l'utopie républicaine dans la justice des mineurs française *Déviance et Société*, vol 38, n°1, 77-102.